

(Nom et prénom)
(Adresse)
(Coordonnées)

(Banque)
(Adresse)

(Date)

Objet : Lettre d'engagement de blocage de compte courant d'associé

Madame, Monsieur,

Nous vous avons sollicités pour l'obtention d'un financement bancaire pour notre société XXX, XXX au capital de XXX €, dont le siège social est situé XXX et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro XXX RCS XXX (ci-après la « **Société** »).

Pour donner suite à notre demande, vous nous avez adressés une offre de prêt n° XXX, soumise notamment à un engagement de ma part de bloquer mon avance d'un montant de XXX euros, consentie en compte courant d'associé à la Société.

Ainsi, par les présentes, je déclare et reconnais :

- Me porter fort de la conclusion d'une convention de blocage de mon compte courant d'associé, ayant pour objet d'interdire de quelque manière que ce soit, et même par compensation, le remboursement par la Société à mon profit, pendant toute la durée du prêt consenti, sans l'accord préalable et écrit de votre établissement ;
- Que votre établissement pourra répéter contre moi et appliquer au remboursement du crédit, lequel deviendra immédiatement exigible, toutes les sommes que j'aurais pu encaisser au mépris de cette interdiction. A cet effet, je me constitue, en tant que de besoin et uniquement pour la validité de cet engagement, garant solidaire des engagements de la Société ;
- N'avoir consenti, jusqu'à ce jour, au profit de qui que ce soit, aucune cession d'antériorité, ni aucune délégation, cession ou transport de garantie concernant mon compte courant d'associé ouvert dans les livres de la Société ;
- M'engager à n'en consentir, à l'avenir au profit de quiconque avant complet remboursement du crédit à votre établissement.

Veuillez agréer,

Signature


AVOCATS D'AFFAIRES

contact@werise-avocats.fr
<https://werise-avocats.fr>

Ce modèle est mis à disposition gratuitement par le cabinet WeRise à titre informatif et doit faire l'objet d'adaptations et de modifications en fonction des circonstances de l'espèce. En utilisant ce modèle, l'utilisateur accepte d'agir sous son unique et entière responsabilité. En aucun cas, le cabinet ne pourrait être tenu responsable des conséquences induites par l'utilisation de ce modèle. Le cabinet recommande à l'utilisateur d'être conseillé par un Avocat.